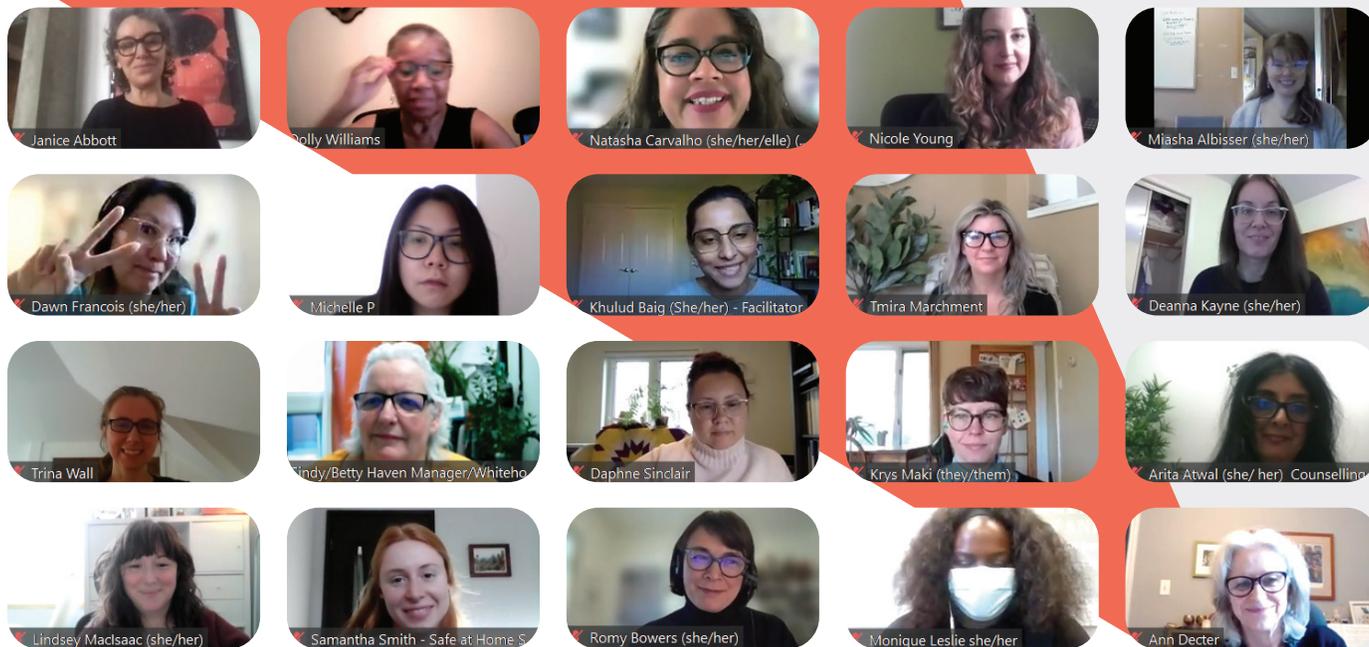


18 au 28 octobre 2021

5<sup>E</sup>  
**SYMPOSIUM ANNUEL PANCANADIEN  
PARLONS FEMMES ET LOGEMENT  
2021**

[atira.bc.ca/what-we-do/projects/pcvwh/](https://atira.bc.ca/what-we-do/projects/pcvwh/)





\* En raison de la pandémie de COVID-19, le Symposium s'est décliné en plusieurs séances virtuelles.

### Participant<sup>es</sup> au Symposium 2021

Monica Aguirre	Angela Koh
Miasha Albisser	Lady Laforet
Sherra Lyn Allen	Nicole Lindstrom
Elvie Antonacci	Lindsay MacIsaac
Joyce Aqqiarruq	Krys Maki
Stephanie August	Tmira Marchment
Teri Beauregard	Hilary Marks
Cynthia Belaskie	Kailie McRae
Margaret Blake	Maura Meng
Romy Bowers	Doreen Nehumba
Janice Campbell	Lori Oberst
Natasha Carvalho	Dawn Percher
Mackenzie Casalino	Justinne Ramirez
Stacie Coutlee	Elena Ross
Ann Decter	Ambalika Roy
Natasha Dooks	Kishone Roy
Christine Dubue	Kaitlin Schwan
Faith Eiboff	Audrey Siegl
Debbie Eisan	Daphne Sinclair
Leanne Elliot	Samantha Smith
Barb Frazer	Camille Sylvester
Arlene Hache	Tiffanie Tasane
Samreen Hector	Gail Thornhill
Kathie Howes	Jane Tsai
Shauna Hydromako	Yasemin Tuncer
Meagan Jasper	Mary Vaccaro
Kristy Joe	Paola Vasquez
Seema Kawar	Stephanie Verdasca
Deanna Kayne	Trina Wall
Chief Lynn Kenoras-Duck	Carolyn Whitzman
Alissa Klingbaum	Kate Wilson

### Membres du Cercle consultatif de 2021

Janice Abbott	Vancouver, C.-B.
Annetta Armstrong	Winnipeg, Man.
Cindy Chiasson	Whitehorse, Yn
Lori Deets	Moose Jaw, Sask.
Maura Gowans	Vancouver, C.-B.
Hajar Masoud	Vancouver, C.-B.
Syreeta Moore	Vancouver, C.-B.
Janine Olife-Harvey	Ulukhaktok, T.N.-O.
Chevi Rabbit	Edmonton, Alb.
Shaun Simms	Ottawa, Ont.
Jewelless Smith	Vancouver, C.-B.
Dolly Williams	Halifax, N.-É.
Nicole Young	Labrador City, T.-N.-L.

### Conseillère

Arita Atwal

### Coordonnatrices du Symposium

Dawn Francois,  
Monique Lesley

### Bailleurs de fonds du Symposium 2021

Le Symposium pancanadien Parlons femmes et logement 2021 a été financé par la SCHL.



# TABLES DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ DES SÉANCES DU SYMPOSIUM 2021</b>	<b>1</b>
<b>PROGRÈS</b>	<b>3</b>
<b>REVERS</b>	<b>5</b>
<b>ANALYSE DES SIX APPELS À L'ACTION</b> EXPOSÉ DE MME CAROLYN WHITZMAN, PH. D.	<b>8</b>
<b>SCHL</b>	<b>9</b>
<b>PROCHAINES ÉTAPES</b>	<b>10</b>



**“Quel genre  
de message  
envoyons-nous  
à nos enfants si  
nous laissons les  
gens vivre dans  
des conditions  
inadéquates?”**

---

Participante, expertise vécue



# Résumé des séances du Symposium 2021

**En 2021**, le Symposium pancanadien Parlons femmes et logement a réuni un éventail diversifié de participantes de partout au Canada qui ont assisté à cinq jours de séances approfondies sur l'état du logement des femmes, des enfants et des minorités de genre au Canada.

Le Symposium a commencé le 18 octobre 2021 et s'est terminé le 28 octobre 2021. Compte tenu des restrictions de voyage découlant de la pandémie de COVID-19, les séances se sont déroulées virtuellement. Par ailleurs, il est prévu que les futurs symposiums pourront être tenus en personne, ou comporteront un amalgame de séances virtuelles et de séances en personne.

**Au début** de chaque journée, les participantes ont pu entendre le témoignage de personnes qui ont une expertise vécue et qui sont venues parler de leur histoire, de leurs traumatismes intergénérationnels et de leurs idées sur le logement, selon leur point de vue unique d'experts. Les participantes ont eu également accès à des entrevues vidéo exhaustives qui devaient servir d'occasion d'apprentissage et de moyen de leur enseigner les bases du travail, soit de pouvoir entendre et faire entendre les voix partout au Canada au sujet des disparités qui émergent à la croisée du genre et du logement.

Parlons femmes et logement s'efforce de plus en plus de nouer le dialogue avec les personnes dont la vie est historiquement et systématiquement en marge des privilèges habituels au Canada, notamment les Noirs, les Premières Nations, les Métis, les Inuits, les femmes de couleur, ainsi que les femmes qui fuient la violence, les communautés queers, les personnes bispirituelles et les personnes handicapées. Le Symposium souhaite parler en leur nom.

Des progrès ont été enregistrés récemment sur le plan de la représentation et de la diversité dans les postes supérieurs du régime fédéral de logement. En effet, le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, l'honorable Ahmed Hussen, CP, député, a une expérience vécue du logement social puisqu'il est un réfugié, un Canadien d'origine somalienne et un Canadien noir. Aussi, la présidente et première dirigeante actuelle de la SCHL, Romy Bowers, qui n'est que la deuxième femme à occuper ce poste, est d'ascendance mixte puisqu'elle est née au Japon d'une mère japonaise et d'un père canadien.

**“Lorsque la COVID a frappé, nous avons vu toutes sortes d'investissements pour le logement rapide, les refuges, etc. Cependant, il n'aurait pas dû falloir une pandémie pour que le gouvernement débloque cet argent. Alors, si ces investissements ont été possibles maintenant, ils pourront être maintenus dans l'avenir.”**

---

## Fournisseur de logement



# Progrès

## 1 SIGNES D'AUGMENTATION DE L'OFFRE

L'ouverture, le début de la construction et l'approbation du financement de nouvelles unités de logement abordable et de logement de soutien ont été signalés partout au pays. Dans de nombreuses collectivités, il s'agit des premières nouvelles unités depuis des décennies. Il est également apparu clairement tout au long du Symposium que la nécessité d'augmenter immédiatement l'offre de logements abordables est une préoccupation urgente dans toutes les régions du pays.

**“À St. John's, il se passe de nouvelles choses formidables. La première équipe locale de logement autochtone fait un excellent travail. Les responsables ont fermé le refuge, l'ont rénové et l'ont transformé en logements à long terme.”**

Fournisseur de logemen

## 2 REPRÉSENTATION

Le Canada a maintenant un ministre responsable du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion qui a une expérience vécue du logement social au Canada. Ce type de représentation est rare dans les postes supérieurs du secteur du logement au Canada. L'objectif ultime du Symposium est que les personnes ayant une expertise vécue du logement communautaire soient représentées au sein de la SCHL et de ses conseils consultatifs.

Les participantes ont également eu l'occasion de rencontrer la deuxième femme de l'histoire à devenir présidente et première dirigeante de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Romy Bowers, qui s'est jointe au Symposium pour une longue période de questions avec les participantes. L'importance de l'inclusion a été au centre de la discussion.

**“Les communautés nordiques, rurales et côtières ainsi que les réserves doivent toutes aussi être représentées.”**

Participante

Tout au long du Symposium, nous avons observé des signes manifestes que les tendances dans l'ensemble du système de logement sont positives. Les fournisseurs de logements et les participantes ayant une expertise vécue ont donné des exemples de changements réels qu'ils constatent sur le plan organisationnel et politique ainsi que sur le terrain dans leurs collectivités.

### 3 RECHERCHE

Mme Carolyn Whitzman a présenté une recherche permettant de faire le point sur les six appels à l'action établis lors des symposiums pancanadiens précédents Parlons femmes et logement. Un nombre de plus en plus grand de nouvelles recherches est mené sur le logement, ce qui permet de corroborer les lacunes et les revers des politiques. Il faut encore de l'aide. La recherche contribue à établir l'étendue du travail à faire et les défis qui se poseront.

**“Les gens parlent de sécurité, mais ne réalisent pas combien de personnes n'y ont même pas droit.”**

---

Participante

### 4 VOIX

Depuis cinq ans, le Symposium annuel pancanadien Parlons femmes et logement peut porter à l'attention des dirigeants de la SCHL les enjeux traités lors des symposiums. Grâce aux plateformes en ligne, nous avons pu recueillir le point de vue d'une plus grande diversité de personnes. Nous continuons d'ailleurs d'ajouter les voix des femmes marginalisées à nos groupes consultatifs et à notre liste d'invités. De plus en plus de gens se font entendre dans le dossier du logement.

**“Pourquoi les femmes qui fuient la violence doivent-elles aller dans des refuges? Pourquoi est-ce le seul système qui existe?”**

---

Participante



# Revers

**Malgré les ambitions** découlant des avancées majeures concernant l'état du logement pour les femmes, les enfants et les minorités de genre, les participantes au Symposium ont exprimé systématiquement de vives inquiétudes selon lesquelles les décideurs politiques ne comprennent pas l'ampleur ni la nature urgente de la crise du logement au Canada.

Les femmes qui sont sans abri, qui vivent dans des refuges, qui fuient la violence ou qui vivent dans une pauvreté abjecte ont peine à survivre ou meurent avant de recevoir de l'aide. Nombre de ces survivantes auront besoin de nombreuses années pour se remettre de cette période traumatisante. Leur rétablissement à long terme dépendra de l'urgence avec laquelle le Canada s'attaquera à ce dossier.

## 1 URGENCE

Étant donné le manque de refuges d'urgence, les gens n'ont pas d'options permanentes pour échapper à la violence ou à la pauvreté. Les femmes, les enfants et les minorités de genre sont souvent renvoyés à une situation de violence en raison du manque de possibilités de logement dans notre société.

Lorsque les gens ont besoin d'une aide urgente et immédiate, le gouvernement n'a actuellement pas de réponses. Cela doit changer. Les situations d'urgence climatiques, les programmes d'aide au revenu insuffisant, l'offre de logements déficiente et l'augmentation de la violence à l'égard des femmes au cours de la pandémie sont autant de facteurs qui viennent alourdir le fardeau quotidien des personnes les plus vulnérables.

**“Une personne peut passer six mois dans un refuge ou dans un programme de transition, puis il n'y a plus rien pour elle à la fin. Elle doit retourner dans le même environnement.”**

---

Participante

## 2 ABORDABILITÉ

La disparité entre le revenu et le logement augmente. L'Allocation canadienne pour le logement n'est pas suffisante pour payer le loyer, surtout pour les mères célibataires dans les grandes villes. Les programmes de prestations ne tiennent pas compte de l'augmentation du coût du loyer, d'Internet, du panier d'épicerie et du chauffage dans le Nord. Les niveaux d'aide au revenu des provinces au Canada sont terriblement inadéquats, et l'argent destiné à la nourriture sert souvent à payer le loyer. Les populations rendues vulnérables ne disposent d'aucun revenu disponible ni d'aucune épargne, et ne peuvent se préparer aux urgences. Par ailleurs, cette situation est observée à une époque où la richesse au Canada prend une expansion considérable.

**“La somme que reçoivent les jeunes qui ne sont plus pris en charge en raison de leur âge n'est pas suffisante pour payer le loyer. Comment sont-ils censés manger?”**

---

Participante



### RÉCUPÉRATION ET OBSTACLES

Les programmes provinciaux et fédéraux de protection de l'enfance, d'invalidité et d'aide au revenu du Canada contraignent les gens à vivre dans la pauvreté. Les gouvernements doivent mieux collaborer. Or, ils exécutent plutôt des programmes qui se chevauchent, font de la récupération et ne mettent en œuvre aucun processus commun qui faciliterait le processus pour la population.

Les allocations familiales sont incluses dans le calcul du « revenu » aux fins du logement, ce qui contraint les gens à vivre dans une situation financièrement inabordable. Le décalage entre les allocations de logement et les loyers est tellement grand que l'argent pour la nourriture et le chauffage sert essentiellement à payer le loyer, ou les bâtiments sont laissés à l'abandon. Souvent, le revenu provenant d'un travail, d'une pension alimentaire, de programmes d'allocations ou d'économies, est récupéré par les gouvernements de telle sorte qu'il ne reste rien pour couvrir les besoins essentiels de la vie.

**“Si vous voulez aller à l'école pendant deux ans, vous perdez votre logement.”**

---

**Participant**

Cette récupération n'a pas seulement des conséquences sur le plan financier, elle fragilise aussi les liens familiaux. Les systèmes de prise en charge des enfants par l'État compromettent toute notion de sécurité du logement. En effet, lorsqu'une personne perd la garde de ses enfants, elle perd son logement. Cependant, elle ne peut pas retrouver la garde de ses enfants tant qu'elle n'a pas un logement adéquat. Souvent, ce logement est impossible à trouver ou la personne ne répond pas aux critères. Ces politiques gouvernementales déchirent les familles.

En outre, les femmes qui souhaitent poursuivre leurs études font face aux mêmes obstacles. Et ces obstacles s'élèvent également devant les personnes qui sortent de prison.

### 4 ACCESSIBILITÉ

L'offre de nouveaux logements au Canada doit tenir compte de la conception universelle, et les personnes handicapées doivent pouvoir demander du soutien pour les mesures d'accessibilité ou des logements avec une perspective de soutien. Souvent, la politique du logement et la conception des logements n'ont pas pris en considération l'ensemble de la famille d'une personne handicapée. Cette tendance doit être inversée. Les participantes ont exhorté les responsables du logement à veiller à ce que les personnes handicapées soient représentées dans l'élaboration des politiques et dans les fonctions de direction.



## 5 BUREAUCRATIE

Les différents ministères doivent collaborer pour rendre le processus de demande d'aide au logement simple et plus facile à comprendre. Les participantes de partout au pays ont indiqué que les femmes dans les régions rurales doivent faire face à de longs processus pour l'envoi par la poste et à de nombreuses formalités administratives. Elles souhaitent également que le financement soit accordé en temps opportun, que de l'aide pour naviguer dans ces systèmes soit offerte en personne ou que des avocats puissent les représenter.

Il arrive parfois que les gouvernements eux-mêmes soient propriétaires et exploitants de logements inadéquats. Qui peut représenter les citoyens dans ces situations?

Les gouvernements à tous les échelons devraient envisager de simplifier les systèmes de demande et de supprimer les obstacles au logement sans but lucratif. Il faut des processus communs à l'emporte-pièce pour les demandes individuelles, et davantage de possibilités pour que les locataires reçoivent directement l'aide financière et qu'ils choisissent comment cet argent est alloué.

**“Le plus gros obstacle, ce sont les ressources. Les gens n'ont pas de connaissance, pas de soutien, pas de réseau de soutien. Avec le temps, j'ai appris, mais beaucoup de gens n'ont pas ces connaissances. Ils se perdent en chemin, et ils abandonnent.”**

Participante, expertise vécue

## 6 COLONIALISME

En 2021, partout au Canada, des milliers de tombes anonymes d'enfants morts ou assassinés dans les pensionnats ont été découvertes. Le vol historique des terres est souvent l'élément dominant dans les conversations sur le logement. Or, les enfants des Premières Nations, des Métis et des Inuits qui ont été volés à leurs familles et à leurs communautés sont également au cœur d'un génocide et font partie de l'héritage du colonialisme qui cause des traumatismes intergénérationnels.

Encore aujourd'hui, de nombreux membres des Premières Nations, des Métis et des Inuits ne connaissent pas le sort qui a été réservé à leurs ancêtres. Le taux de suicide, de pauvreté, d'itinérance et d'incarcération est disproportionnellement élevé chez les peuples des Premières Nations. Le Canada n'a malgré tout offert aucune voie claire vers la réconciliation pour les répercussions de ses racines coloniales.

Dans les systèmes coloniaux du Canada, les femmes n'étaient pas autorisées à occuper des postes de pouvoir au sein du gouvernement et le leadership matriarcal était proscrit dans les communautés. Les Premières Nations, les Métis et les Inuits n'avaient pas le droit de voter. Des terres ont été volées, des langues ont été perdues et des personnes ont été déplacées. Les répercussions de cet héritage sous-tendent nos systèmes actuels. D'ailleurs, le manque de représentation des femmes aux postes de pouvoir est l'un des échecs du colonialisme qui est devenu systémique.

**“Je n'ai jamais vécu sur mon territoire traditionnel auparavant... j'ai été envoyée dans un centre pour les jeunes pris en charge ou j'ai vécu dans des quartiers pauvres, quand j'étais adolescente.”**

Participante, expertise vécue

# » Analyse des six appels à l'action

**Tout au long du Symposium**, les participantes se sont penchées sur les six appels à l'action. Mme Carolyn Whitzman, Ph. D. est également venue présenter une analyse des progrès réalisés.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS ET PRÉOCCUPATIONS

Les personnes handicapées doivent gagner un revenu d'appoint pour joindre les deux bouts.

Des jeunes de 22 et 23 ans vivent dans des établissements de soins de longue durée.

Aucun champion national du logement n'a été nommé, trois ans après que la promesse ait été faite.

La majorité des fonds déboursés au niveau fédéral n'ont pas servi à la création de logements abordables permanents. Le fait d'octroyer des subventions à des propriétaires privés ne permet pas ultimement de créer des logements abordables.

Il n'y a aucune personne ayant une expertise vécue ou une expertise relative aux droits de la personne au sein du Conseil national du logement.

La SCHL a exigé que les municipalités adhèrent à une analyse comparative entre les sexes dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements. Pourquoi ne pas obliger les provinces et les territoires à adopter une approche fondée sur les droits, qui comprend une analyse comparative entre les sexes, pour le logement?

Le gouvernement fédéral a promis d'établir des normes nationales pour les établissements de soins de longue durée et les services d'aide à domicile. Les normes de rémunération doivent faire partie de ces discussions.

Même si le revenu de base pourrait combler une partie de l'écart entre le revenu et le loyer, il existe toujours une grave pénurie de logements locatifs abordables.



# SCHL

**La SCHL semble avoir répondu** très activement aux appels à l'action lancés par le Symposium annuel pancanadien Parlons femmes et logement. Du financement est actuellement octroyé. Le dialogue se renforce et les femmes sont de plus en plus nombreuses à y prendre part. La présidente et première dirigeante de la SCHL, Romy Bowers, a indiqué clairement au cours du Symposium que la SCHL est prête à écouter, à s'adapter et à apprendre des femmes qui sont aux premières lignes de la crise du logement.

Malgré l'insistance du Symposium, la SCHL n'a pas joué un rôle actif dans la promotion de programmes comme le revenu de base. Or, il devrait tout de même y avoir des paramètres qui permettent au moins de calculer un revenu minimum de subsistance. Bien que la question de l'offre soit cruciale et qu'il y ait des signes de progrès, aucune avancée majeure n'a été observée de ce côté de l'équation, c'est-à-dire des revenus.

Les vagues de chaleur, les inondations et

**“Les obstacles auxquels font face “les demandeurs sont impossibles à franchir pour les organismes à but non lucratif. Les organismes en régions éloignées pourraient avoir à dépenser près de 100 000 dollars juste pour répondre aux exigences préalables à la demande.”**

Participant

**“Les définitions ne tiennent pas compte des itinérants cachés. Les femmes réfugiées sont donc oubliées.”**

Participant

les feux de forêt dans la région du Pacifique au Canada ont augmenté le besoin de logements d'urgence et ont amplifié les inquiétudes pour beaucoup de gens. Dans le Nord du Canada, les participantes ont exhorté la SCHL à retenir les services de conférenciers qui s'expriment en langues autochtones et à fournir des documents dans ces langues lorsque la Société travaille avec les communautés. Les participantes se sont dites préoccupées par le fait que bon nombre des formulaires qu'on leur demande de remplir sont basés sur des besoins urbains, sont souvent non pertinents et coûteux, et prennent beaucoup de temps. La SCHL a semblé vouloir examiner cette question.

Les participantes ont exhorté la SCHL à prendre des risques et à adopter des approches novatrices : dons de terrains, fiducies foncières, préapprobations. Les organismes sans but lucratif et les Premières Nations doivent avoir accès aux fonds assez rapidement pour concurrencer les sociétés de placement immobilier.

**“La SCHL peut-elle rétablir le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement et le rendre accessible aux organisations de femmes dans les réserves et hors des réserves? ”**

Participant, expertise vécue

**“La SCHL doit savoir que la construction coûte plus cher qu'auparavant en raison de la COVID et que le financement ne tient pas compte de cette augmentation des coûts. ”**

Participant



# Prochaines étapes

Après deux ans de pandémie de COVID-19, nous ne savons toujours pas si le prochain Symposium pancanadien Parlons femmes et logement aura lieu virtuellement ou en personne. Nous sommes toutefois reconnaissants à la SCHL de maintenir son engagement et de financer le Symposium de 2022. Les membres de notre Cercle consultatif ont commencé la planification et continueront à explorer les moyens d'améliorer la participation et les échanges, que ce soit virtuellement ou en personne. Nous continuerons de diffuser de l'information à l'intention des participantes du Symposium annuel pancanadien Parlons femmes et logement sur nos plateformes de médias sociaux, lors de nos assemblées publiques virtuelles ainsi que sur notre site Web qui sera bientôt lancé. Nous continuerons également à militer pour la santé et le logement des femmes et des femmes de diverses identités de genre. Nous entendons également continuer à exercer des pressions pour que nos six appels à l'action soient mis en œuvre. Nos efforts en vue d'un changement systémique et politique pour le logement des femmes au Canada sont plus importants que jamais.

## Membres du Cercle consultatif de 2021

Janice	Abbott	Vancouver, C.-B.
Annetta	Armstrong	Winnipeg, Man.
Cindy	Chiasson	Whitehorse, Yn
Lori	Deets	Moose Jaw, Sask.
Maura	Gowans	Vancouver, C.-B.
Hajar	Masoud	Vancouver, C.-B.
Syreeta	Moore	Vancouver, C.-B.
Janine	Olifie-Harvey	Ulukhaktok, T.N.-O.
Chevi	Rabbit	Edmonton, Alb.
Shaun	Simms	Ottawa, Ont.
Jewelless	Smith	Vancouver, C.-B.
Dolly	Williams	Halifax, N.-É.
Nicole	Young	Labrador City, T.-N.-L.